Henda Maarfi_ statement_ UNFMI

Minority Rights Group International

Session 1 - Challenges to Inclusion & Equality: barriers in social and economic participation of minorities

Merci Madame la Coprésidente

Au nom de Minority Rights Group International, nous estimons qu'il est nécessaire de discuter des discriminations relatives à l'accès à l'éducation auxquelles sont confrontés les groupes minoritaires et marginalisés dans le monde.

A titre d'exemple, en ce qui concerne les minorités linguistiques et religieuses, on constate une diminution du nombre d'écoles enseignant les langues minoritaires au Tadjikistan, comme l'a souligné le rapporteur spécial des Nations unies sur les questions relatives aux minorités.

En Tunisie, de nombreuses minorités religieuses sont limitées par l'obligation de suivre la matière d'éducation islamique, ce qui porte atteinte à leur droit à la liberté de religion.

En Inde, bien que des mesures positives aient aidé certains groupes, les inscriptions scolaires chutent pour les musulmans et musulmanes, les castes et les tribus répertoriées en raison de la marginalisation sociale et de la déficience des infrastructures.

Toujours dans le contexte de l'éducation, il est important de souligner les discriminations intersectionnelles qui affectent les personnes avec handicap. Ainsi, dans l'extrême sud de la Thaïlande, près de la moitié des enfants malais-musulmans avec handicap n'ont pas accès à l'éducation en raison d'un manque d'enseignants qualifiés, de ressources et de structures accessibles.

Environ 80 % des 70 millions de personnes sourdes dans le monde ne reçoivent aucune éducation en raison d'un manque de compréhension et de reconnaissance des langues des signes. Au Brésil, par exemple, les politiques publiques ne garantissent pas l'intégration des personnes avec handicap dans le système éducatif, ce qui exclut les minorités qui appartiennent à la population noire, les quilombos et les peuples indigènes, pour n'en citer que quelques-uns.

Pour remédier à ces défis, nous appelons l'ONU à

1. Adopter des politiques intersectionnelles, donner la priorité à l'éducation inclusive et améliorer les infrastructures pour les groupes minoritaires et marginalisés.
2. Collaborer avec les États membres pour mettre en place des mécanismes solides de collecte de données désagrégées axés sur le suivi de la situation des communautés minoritaires en matière d'éducation.
3. Encourager les États membres à développer des programmes éducatifs inclusifs respectant la diversité des groupes minoritaires.

Merci